DEPARTEMENT DE L'ALLIER

**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CHAMBLET**

SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le douze septembre à vingt heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain CHANIER, maire.

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 15

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres qui ont pris part à la délibération : 8

Date de la convocation : **06/09/2024**

Date d'affichage : **06/09/2024**

Présents : Mmes MM. Alain CHANIER, Michèle DUFFAULT, Pascal LOT, Lydie VILLECHENON, Nicole COSSIAUX, Alain NESSON, Liliane MERITET, Jérémy SENTINELLE

Absents excusés : Mmes MM. Jean-Pierre JACQUET, Fabienne HUPPERT – DHUME, Joséphine SILVA, Nicolas DOUILLEZ, Florent ROCHELET

Absents non excusés : Mme M. Aurore BERTRAND, Fabian QUIQUEMPOIX

Mme Michèle DUFFAULT est nommée secrétaire de séance

N° 2024/09/12/01

AMENAGEMENT SECTEUR DE LA BROSSSE – PLAN DE FINANCEMENT

M. le maire fait part au conseil municipal de la nécessité de réaliser des travaux d'aménagement sur le secteur de la Brosse, sur les voies suivantes :

Rue de la Brosse

Chemin du Bois de la Motte

Impasse des Darriers

Chemin des Noyers

Ces travaux s'inscrivent dans un programme global qui comprenait en première phase le remplacement des conduites d'eau potable par le Syndicat Région Minière et l'enfouissement des réseaux électrique et téléphoniques ainsi que la mise en place d'un réseau d'éclairage public par le SDE03.

La commune interviendrait en seconde phase avec des travaux d'aménagement de la voirie, de sécurisation et d'embellissement ainsi que la reprise de certains tronçons du réseau d'eaux pluviales.

Il présente le devis estimatif des travaux réalisé par le bureau d'études BTM, qui s'élève à 715 446,94 € HT soit 858 536,33 € TTC.

Afin d'optimiser la participation du Conseil Départemental, les travaux s'échelonnent sur trois exercices.

M. le maire propose d'adopter le plan de financement suivant :

Dépenses	Montant H.T.
Total des dépenses	715 446,94 €

Recettes	Montant	Pourcentage des dépenses
Conseil départemental de l'Allier 2025	21 000,00 €	30 % du montant hors taxe des travaux dans la limite d'un plafond de dépense subventionnable de 70 000 € HT
Conseil départemental de l'Allier 2026	21 000,00 €	30 % du montant hors taxe des travaux dans la limite d'un plafond de dépense subventionnable de 70 000 € HT
Conseil départemental de l'Allier 2027	21 000,00 €	30 % du montant hors taxe des travaux dans la limite d'un plafond de dépense subventionnable de 70 000 € HT
Part communale	652 446,94 €	91 %
Total des recettes	715 446,94 €	

Le conseil municipal, après délibération, par 7 voix pour et 1 contre (Michèle DUFFAULT),

APPROUVE la réalisation du programme des travaux d'aménagement dans le secteur de la Brosse pour un montant estimé à 715 446,94 € HT soit 858 536,33 € TTC,

S'ENGAGE à inscrire la dépense correspondante au budget,

AUTORISE M. le maire à signer les marchés afférents,

AUTORISE M. le maire à solliciter une demande d'aide auprès du conseil départemental de l'Allier au titre du dispositif «travaux de voirie».

N° 2024/09/12/02

DECISION MODIFICATIVE N° 3, BUDGET PRINCIPAL COMMUNE

Intégration frais de parution suivis de travaux

Les appels d'offres liés aux travaux d'aménagement des rues de la Carrière et de la Côte du Chéroux d'une part et de construction de la Maison d'Assistants Maternels d'autre part, ont fait l'objet d'insertions dans la presse en 2017 et 2018. Les frais afférents, mandatés au compte 203, doivent à présent être intégrés aux comptes liés au travaux (articles 2138 et 2151). Il convient par conséquent de prévoir les crédits nécessaires à la régularisation de ces écritures.

Investissement :

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) – Opération	Montant	Article (Chap.) – Opération	Montant
2138 (041) : autres constructions	425,11	203 (041) : frais d'études, recherche et insertion	684,98
2151 (041) : réseaux de voirie	259,87		
	684,98		684,98

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative ci-dessus énoncée.

N° 2024/09/12/03

DECISION MODIFICATIVE N° 4, BUDGET PRINCIPAL COMMUNE

Régularisation écritures suite à échange de parcelles / Emmanuelle FLOUZAT

En 2020, un échange amiable de parcelles a été effectué au Boutillon entre Mme Emmanuelle FLOUZAT et la commune de Chamblet. Il s'agissait des parcelles ZR 173 (26 ca) et ZR 169 (42 ca).

Or, suite à cet échange, qui s'analyse comme une cession (terrain donné) et une acquisition (terrain reçu), les écritures requises n'ont pas été comptabilisées. La valeur vénale du terrain reçu s'élève à 15 €. Il convient donc de prévoir les crédits nécessaires à la régularisation des écritures.

Investissement :

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) – Opération	Montant	Article (Chap.) – Opération	Montant
2111 (21) : terrains nus	15,00	024 (024) : produits de cession d'immobilisation	15,00
	15,00		15,00

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative ci-dessus énoncée.

N° 2024/09/12/04

CREATION D'UN EMPLOI CONTRACTUEL POUR POURVOIR UN EMPLOI PERMANENT

Conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci. Il appartient donc au conseil municipal de créer un emploi permanent.

Compte-tenu des nécessités de service il y a lieu de créer un emploi contractuel à temps incomplet sur le grade d'adjoint technique.

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE de créer un emploi contractuel d'adjoint technique à temps non complet, pour une durée hebdomadaire de 19 heures, afin d'assurer la surveillance de la pause méridienne et l'entretien des locaux à compter du 01/11/2024,

DECIDE que la rémunération de l'agent contractuel sera calculée par référence à l'indice brut 367 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelle 1 du grade de recrutement,

AUTORISE M. le maire à recruter, pour répondre aux besoins permanents de la commune, un agent contractuel sur le grade d'adjoint technique, relevant de la catégorie C.

Les dépenses afférentes à ce recrutement sont inscrites au budget.

N° 2024/09/12/05

CREATION D'UN EMPLOI CONTRACTUEL POUR POURVOIR UN EMPLOI PERMANENT

Conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci. Il appartient donc au conseil municipal de créer un emploi permanent.

Compte-tenu des nécessités de service, en particulier le besoin d'une ATSEM supplémentaire dans la classe de GS-CP, il y a lieu de créer un emploi contractuel à temps incomplet sur le grade d'adjoint technique.

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE de créer un emploi contractuel d'adjoint technique à temps non complet, pour une durée hebdomadaire de 18 h 40, afin d'assurer la surveillance de la pause méridienne et les fonctions d'ATSEM à compter du 01/11/2024,

DECIDE que la rémunération de l'agent contractuel sera calculée par référence à l'indice brut 367 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelle 1 du grade de recrutement,

AUTORISE M. le maire à recruter, pour répondre aux besoins permanents de la commune, un agent contractuel sur le grade d'adjoint technique, relevant de la catégorie C.

Les dépenses afférentes à ce recrutement sont inscrites au budget

Le tableau des effectifs sera mis à jour pour tenir compte de cette création d'emploi.

N° 2024/09/12/06

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. le maire informe le conseil municipal que suite à la création d'un poste d'adjoint technique territorial à temps non complet, non titulaire, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

- création d'un poste d'adjoint technique territorial à temps non complet, non titulaire

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE d'arrêter comme suit le tableau des effectifs à compter du 01/11/2024 :

Postes permanents :

- 1 rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe
- 1 adjoint administratif territorial principal de 1^{ère} classe à temps complet (non pourvu)
- 1 adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe à temps non complet (non pourvu)
- 1 adjoint administratif territorial à temps complet (non pourvu)
- 1 adjoint administratif territorial à temps non complet
- 1 adjoint administratif territorial à temps non complet
- 1 agent de maîtrise territorial à temps non complet
- 1 adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 1 adjoint technique territorial à temps complet
- 1 adjoint technique territorial à temps complet (non pourvu)
- 4 adjoints techniques territoriaux à temps non complet
- 1 adjoint technique territorial à temps non complet – non titulaire
- 1 adjoint technique territorial à temps non complet – non titulaire
- 1 adjoint technique territorial à temps non complet – non titulaire
- 1 adjoint technique territorial à temps non complet – non titulaire

N° 2024/09/12/07

MODIFICATION DES ENGAGEMENTS, PROJET AGRIVOLTAÏQUE SOCIÉTÉ "VALECO"

M. le Maire rappelle au conseil municipal que la société VALECO, envisage la construction et l'exploitation d'une centrale agrivoltaïque sur des parcelles propriété de la commune. La promesse de bail emphytéotique à conclure avec la société VALECO a fait l'objet d'une délibération en date du 6 avril 2023.

Cette dernière faisait référence à un accord écrit signé entre la Société VALECO et le propriétaire du domaine « Le Niveau Rouge » situé à proximité du site où se situe le projet. La lettre d'engagement afférente, du 9 mars 2023, figurait en annexe de la délibération.

Or le projet ayant évolué, la lettre d'engagement du 9 mars 2023 a été modifiée pour tenir compte des données suivantes : modification du projet ovin en projet bovin, clôture du parc sur les limites de la parcelle. Une nouvelle lettre d'engagement a été signée entre VALECO et le propriétaire riverain le 27 août 2024 (cf lettre d'engagement en annexe).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

PREND ACTE de la modification des engagements intervenus entre la Société VALECO et le propriétaire du domaine « Le Niveau Rouge ».

N° 2024/09/12/08

RENOUVELLEMENT CONVENTION INSTRUCTION DES AUTORISATIONS ET DES ACTES RELATIFS A L'OCCUPATION DU SOL – AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DE L'ALLIER

M. le Maire fait part au conseil municipal qu'il a été destinataire d'une proposition de renouvellement de la convention pour l'instruction des autorisations et des actes relatifs à l'occupation du sol qui lie la commune à l'Agence Technique Départementale de l'Allier (ATDA), celle en cours étant arrivée à terme le 30 juin 2024.

Cette convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition du service urbanisme de l'ATDA auprès de la commune de Chamblet dans le domaine des autorisations et des actes relatifs à l'occupation du sol, délivrés au nom de la commune.

Pour 2024, le montant de la rémunération est fixé à 60 € par acte. Le montant de la rémunération des prestations est déterminé chaque année par le conseil d'administration de l'ATDA. La présente convention prendrait rétroactivement effet au 1^{er} juillet 2024 pour une durée de trois ans, renouvelable expressément pour une même durée.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

SOLLICITE le renouvellement de la convention pour l'instruction des autorisations et des actes relatifs à l'occupation du sol qui lie la commune à l'Agence Technique Départementale de l'Allier.

AUTORISE M. le Maire à signer ladite convention.